La CGT ne devrait pas donner de consigne de vote pour le référendum sur la Constitution européenne

Le Monde 27 janvier 2005

Malgré les pressions de sa base, Bernard Thibault proposera, début février, à son syndicat de ne pas trancher en faveur du "non". En 1992, la CGT avait appelé à s'opposer à Maastricht.

Ni oui, ni non. Treize ans après avoir appelé à rejeter le traité de Maastricht, la CGT ne devrait pas, cette fois-ci, donner de consigne de vote pour le référendum sur le projet de traité constitutionnel européen. Elle en décidera lors de la réunion de son parlement, le comité confédéral national (CCN), les 2 et 3 février.

Au lendemain du dernier comité exécutif de la Confédération européenne des syndicats (CES), dont la CGT fait partie, le secrétaire général de la centrale, Bernard Thibault, avait déjà envisagé que les adhérents cégétistes - majoritairement hostiles au texte européen - "*fassent des choix différents sur un vote de cette nature*" (Le Monde du 16 octobre 2004).

Trois mois plus tard, et après une première série de débats, l'orientation est confirmée. Dans le projet de résolution élaboré à l'issue de la commission exécutive du 20 janvier, la CGT déclare vouloir "*continuer à informer (...), chacun demeurant libre, en tant que citoyen, de son opinion définitive et de son suffrage*".

Oublié le temps où la centrale invitait les salariés à "*apporter leur pierre au rejet de Maastricht*", en 1992. Le débat autour du projet de traité offre une nouvelle occasion à la CGT de se démarquer de son tuteur politique d'hier, le PCF, résolument engagé pour le "non", et à M. Thibault de confirmer l'indépendance du syndicat.

Pourtant, la confédération est courtisée. Par le PCF, certains courants du PS et l'extrême gauche, qui appellent à voter "non". Mais aussi par la direction du PS, qui a convoqué le mouvement syndical européen en soutien du "oui" au traité constitutionnel.

A cette étape du débat, explique Francine Blanche, secrétaire confédérale responsable du collectif "enjeux européens" et chargée d'organiser le débat interne sur l'Europe, "*il n'est pas souhaitable que la CGT donne une consigne de vote*". D'abord, argumente-t-elle, la question qui sera posée lors du référendum n'est pas encore connue. Et, surtout, "*nous n'avons pas envie de nous faire manipuler par quelque parti que ce soit. Nous ne voulons pas être l'alibi d'un camp ou d'un autre*", poursuit-elle. "*Dans notre histoire, on a beaucoup donné, merci beaucoup*", s'exclame-t-elle.

Pour autant, le ni-ni syndical ne trompe personne. La base de la CGT est massivement hostile au texte européen. La direction le reconnaît. "*A ce jour, écrit-elle dans son projet de résolution, une majorité de militants qui ont participé à nos débats internes jugent que ce traité reste très éloigné de ses aspirations*". "*A ce jour, que je sache, aucun de nos syndicats n'a pris position pour le "oui"*", ajoute Maryse Dumas, secrétaire confédérale.

C'est même l'inverse. Deux importantes unions départementales, les Bouches-du-Rhône et Paris, se sont prononcées pour le "non". La fédération de l'agroalimentaire s'est aussi déclarée, il y a un an, contre toute Constitution européenne, par souci de "*sauvegarder la souveraineté alimentaire et l'indépendance agricole*", assure son

secrétaire général, Jean-Luc Bindel. Quant à la fédération de l'enseignement, de la recherche et de la culture, elle propose de *"mener campagne pour le "non"*". Les autres syndicats doivent encore débattre d'ici à la semaine prochaine.

DÉDRAMATISER LE DÉBAT

Si les militants sont culturellement et politiquement plutôt pour le "non", *"60 % des salariés n'ont pas encore décidé"*, fait valoir Mme Blanche. *"Et parmi ceux qui ont choisi, 60 % encore sont pour le "oui", avec donc des adhérents de la CGT"*, argumente-t-elle en s'appuyant sur un sondage CSA pour France Europe Express et France-Info, réalisé les 5 et 6 janvier.

Que se passerait-il si le CCN votait pour le "non"? *"Cela donnerait l'image d'un syndicat qui a du mal à s'affranchir de ses références culturelles"*, estime Joël Decaillon, secrétaire de la CES et ancien responsable des questions internationales de la CGT, qui est favorable à une Constitution, dans laquelle il voit *"un socle pour les luttes à venir"* (*Le Monde* du 16 novembre 2004).

Pour certains, c'est tout le travail accompli par Bernard Thibault qui serait remis en cause. Mme Blanche tempore : *"Ce serait dommage, mais on ne peut pas dire que l'on veut le débat et prédire le chaos si une position l'emportait."* Prudente, la direction indique, dans son texte, que, *"quelle que soit l'issue des consultations (...), l'Europe ne se retrouvera ni face à un chaos ni sur une voie royale"*.

Une dédramatisation valable aussi pour l'issue du vote du CCN de la semaine prochaine.

Rémi Barroux